



**BUREAU SOUS-REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST**

---

**ECA-WA/ICE.16/2013/01**

**Texte original: Anglais**

**Rapport**  
**Seizième session du comité Intergouvernemental d'Experts**  
**(CIE) de l'Afrique de l'Ouest**

**18 au 19 Mars, 2013**  
**Novotel**  
**Abidjan, CÔTE D'IVOIRE**

# 1 INTRODUCTION

---

1. La seizième session du Comité intergouvernemental des experts (CIE) du Bureau de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest (CEA/BSR-AO) s'est tenue du 18 au 19 Mars 2013 à Abidjan, République de Côte d'Ivoire avec le soutien logistique et financier du gouvernement de la Côte d'Ivoire. Au cours de cette réunion, les experts des États membres et des représentants d'organisations intergouvernementales ouest-africaines (OIG) ont focalisé leur attention sur les questions de développement économique et social dans la sous-région et ont échangé des expériences sur leurs stratégies face aux défis de la croissance et du développement. La réunion avait pour thème **« croissance verte inclusive pour accélérer le développement économique en Afrique de l'ouest »**. Relativement au thème, les participants ont délibéré sur la nécessité pour l'Afrique de l'Ouest de faire face aux défis de la transition vers l'économie verte, en particulier ceux relatifs à l'adéquation des compétences aux nouveaux métiers d'économie verte, les secteurs de l'agro-industrie, de l'énergie et des services. Les discussions ont été l'occasion de traiter de l'inadéquation des cadres réglementaires aux niveaux national et régional, le faible niveau et l'inadéquation des qualifications académiques, le manque de financement, et le faible soutien des donateurs. La réunion a également interrogé l'état de préparation des pays à la transition vers l'économie verte et les implications socio-économiques de cette transition.

## A. Participation

2. Ont pris part à la réunion les experts des Etats membres suivants: Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo.
3. Les Communautés économiques sous régionales ci-après étaient représentées : la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et l'Union du fleuve Mano (MRU).
4. Les organisations et les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentées: les missions résidentes du PNUD et de la FAO.
5. Les institutions suivantes étaient aussi représentées: le Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD), l'Autorité de Développement de la Région du Liptako Gourma (ALG), le Centre régional de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECREE), le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse (CILSS), l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO), l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO). La société civile et les medias étaient aussi représentés.
6. La liste des participants est jointe en annexe

## B. Compte rendu des travaux

### Ouverture de la réunion (point 1 de l'ordre du Jour)

7. Quatre allocutions ont été prononcées lors de la cérémonie d'ouverture, à savoir i) l'allocution du Chargé de Bureau pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, M. Aboubacry Lom, ii) l'allocution de bienvenue du Directeur Pays du PNUD Représentant le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, M. Luc

Grégoire iii) la déclaration du Président sortant de la 15<sup>ème</sup> CIE, Mme Doucouré Dougoubarka Sylla et iv) le discours d'ouverture officielle par le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement, M. Albert Toikeusse Mabri.

### **Allocution d'ouverture**

8. Dans son allocution, le chargé de Bureau de la CEA, bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest a exprimé sa gratitude à Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire et au Gouvernement de Côte d'Ivoire pour le soutien qu'ils ont toujours apporté à la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Il a remercié le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement, M. Albert Toikeusse Mabri, qui a intercedé auprès du gouvernement pour la tenue de la réunion à Abidjan et a présidé la cérémonie officielle d'ouverture. Il a souhaité la bienvenue aux délégués représentant les Etats membres et les organisations intergouvernementales. Il a indiqué que l'Afrique occidentale, grâce à la bonne gestion de ses économies, a poursuivi sa croissance, malgré un contexte économique internationale morose. Pour les perspectives de croissance, il a souligné l'importance cruciale de résoudre rapidement les conflits qui affectent certaines parties de la sous-région. En outre, il a indiqué que le risque actuel et à long terme pour la croissance émanant du changement climatique doit être atténué par des politiques régionales et nationales et des pratiques qui ouvrent la voie vers l'économie verte. Il a fait le plaidoyer pour moderniser et soutenir le secteur agricole, et encourager le secteur privé à adopter des activités respectueuses de l'environnement. Les stratégies doivent être inclusives et génératrices d'emplois, en particulier pour la jeunesse, dont le chômage est une potentielle bombe sociale à retardement.

9. Le Chargé de Bureau a assuré les délégués du soutien continu de la CEA, qui se restructure pour mieux servir ses Etats membres, les communautés économiques régionales et les organisations intergouvernementales.

10. Le Directeur Pays du PNUD représentant le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire a salué les délégués au nom des chefs d'agences du système des Nations Unies et en son propre nom. Il a félicité la CEA pour son travail en matière d'intégration régionale et son assistance technique aux États membres. Il a noté la pertinence du thème du 16<sup>ème</sup> CIE à la lumière de l'insécurité alimentaire croissante due au changement climatique et à la faiblesse des investissements dans le secteur agricole. M. Luc Grégoire a exprimé sa confiance à la pertinence des recommandations de la réunion qui ne manqueront pas d'aider les gouvernements et les partenaires au développement de la Côte d'Ivoire et des autres pays membres à relever les défis posés par le changement climatique sur la sécurité alimentaire, la création d'emplois et le développement.

11. Dans sa déclaration, la déléguée du Mali, Madame Sylla a donné un aperçu des activités du Bureau au cours de son mandat et a constaté que, malgré le conflit en cours au Mali elle s'est tenue au courant des activités du Bureau, et de la suite donnée par le Bureau aux recommandations du 15<sup>ème</sup> CIE. Après avoir exposé son rôle au cours de son mandat, le président sortant a invité le nouveau président à prendre le relais, lui rassurant de sa coopération.

12. Dans son discours d'ouverture officielle, le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement a remercié la CEA pour avoir accepté l'offre de la Côte d'Ivoire d'accueillir sa session statutaire à Abidjan et a souhaité la bienvenue aux participants dans le pays. Il s'est félicité du rôle de la CEA qui est de promouvoir l'intégration régionale et a exprimé l'espoir que sa restructuration et les réformes en cours permettront d'améliorer la qualité des services rendus aux Etats membres en matière de recherche et de formulation de stratégies efficaces pour le développement socioéconomique.

13. Son Excellence le Ministre d'Etat a assuré les participants de la disponibilité des autorités de la sous-région à examiner les recommandations du 16<sup>ème</sup> CIE pour y donner suite.

#### **Election du Bureau (point 2 de l'ordre du jour)**

14. La réunion a élu le Bureau suivant:

Président: Côte d'Ivoire

Premier vice-président: Sierra Leone

Deuxième vice-président: Gambie

Rapporteur: Mali

#### **Adoption de l'ordre du jour et du Programme de travail (point 3 de l'ordre du jour)**

15. Les experts des États membres ont adopté l'ordre du jour suivant et le programme de travail.

1. Cérémonie d'ouverture
2. Élection du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Examen des rapports statutaires
  - a. Rapport sur la mise en œuvre du programme de travail du BSR-AO en 2012
  - b. Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest et les perspectives en 2013
  - c. Table ronde sur l'économie verte (partie thématique du rapport économique);
  - d. Rapport sur la mise en œuvre des agendas régionaux et internationaux, avec un accent particulier sur les progrès et les perspectives relatives à l'atteinte de l'OMD2 concernant l'égalité des genres en matière d'éducation en Afrique de l'Ouest
5. Rapports sur les nouvelles initiatives de la CEA
6. Examen et adoption du rapport et des recommandations de la réunion
7. Divers
8. Date et lieu de la prochaine réunion du CIE
9. Motion de remerciements
10. Cérémonie de clôture

#### **EXAMEN DES RAPPORTS STATUTAIRES (point 4 de l'ordre du jour)**

##### **Rapport sur la mise en œuvre du programme de travail du Bureau de la CEA pour Afrique de l'Ouest (point 4.a de l'ordre du jour)**

16. Le Secrétariat a présenté le rapport du Bureau (ECA-WA/CE.16/2013/03) mettant en évidence les activités menées au cours de la période d'avril 2012 à mars 2013 avec l'objectif de renforcer l'intégration régionale dans la sous-région, dans le cadre général du NEPAD, la réalisation des objectifs internationaux de développement y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement, et dans le contexte des besoins spécifiques de l'Afrique, des priorités sous régionales (Vision 2020 de la CEDEAO) et de la vision de l'Union africaine. La présentation a couvert les activités prescrites par le 15<sup>ème</sup> CIE, programmes entrepris au cours de la période considérée et les activités prévues pour l'exercice biennal 2013-2014. Les activités prévues prendront en compte les produits proposés dans le cadre de la nouvelle restructuration de la CEA en vue d'accompagner le processus de la transformation structurelle des économies du continent.

17. Les participants se sont félicités de la réforme en cours au sein de la Commission Economique et ont félicité la CEA pour le travail accompli au cours de cette période. Alors qu'ils ont apprécié les

efforts déployés pour le renforcement des capacités dans les domaines mentionnés, les participants ont accueilli favorablement l'importance qui va être accordée à la collecte des données, en notant que des statistiques précises sont la base indispensable pour élaborer une bonne politique.

18. Les participants ont en outre encouragé la CEA à accompagner la collaboration entre les organisations intergouvernementales de la sous région dans le cadre du protocole de coopération et de partenariat en cours de négociation entre les organisations intergouvernementales Ouest africaines (WAIGO).

### **Rapport sur les principales, évolutions et perspectives économiques et sociales pour l'intégration régionales en Afrique de l'Ouest (point 4.b de l'ordre du jour).**

19. Le Secrétariat a présenté un rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest (ECA-WA/CE.16/2013/04). Le rapport a mentionné que l'Afrique de l'Ouest a poursuivi sa croissance rapide en 2012 et les perspectives pour 2013 sont prometteuses. La sous-région a bénéficié des prix élevés des matières premières, des nouvelles productions minières en hausse dans certains États membres (Sierra Leone, Niger), et de la bonne tenue des BTP et des télécommunications. Les conditions climatiques favorables dans la sous région ont stimulé la croissance du secteur agricole. Toutefois la situation sécuritaire dans la sous région a ralenti les performances en 2012. Cette croissance s'est accompagnée d'une relative stabilité des positions budgétaires induites principalement par la réduction des dépenses publiques, alors même que les dépenses en capital ont continué d'augmenter en faveur des investissements en infrastructure. En conséquence, les niveaux d'endettement demeurent soutenables avec l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE et de l'IADM pour presque tous les pays et plus récemment en faveur de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. Les positions des comptes courants sont en situation favorable et l'inflation est faible dans la plupart des pays de la sous-région, excepté dans certains États membres, surtout de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest où les taux d'inflation étaient nettement au-dessus des critères de convergence macroéconomique. Cependant, les efforts d'intégration régionale ont été stimulés par l'adoption de la Stratégie régionale pour la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest, un document commun UEMOA / CEDEAO qui constitue le cadre de coordination des politiques dans la sous région.

20. Les perspectives de croissance pour 2013 dépendront de l'évolution des marchés des produits de base de l'Afrique de l'Ouest qui continue de bénéficier d'une forte demande extérieure et des cours élevés. Un risque à la baisse pourrait affecter le prix du pétrole en raison de la faiblesse de la reprise économique mondiale. La prévalence d'un niveau élevé de chômage, principalement chez les jeunes, ainsi que l'insécurité et les troubles sociaux potentiels dans certains États membres, constituent aussi un risque. Les défis à long terme demeurent aussi aigus: la structure de production étroite, la mauvaise gouvernance, la faiblesse du capital humain, la fragilité des États et le changement climatique ; tous agissant pour saper la prospérité future.

21. Sur la base de cette analyse, le rapport recommande que l'Afrique de l'Ouest prenne des mesures immédiates sur trois domaines. Tout d'abord, elle doit restaurer et consolider la bonne gouvernance, en vue de mieux consolider les efforts de mobilisation d'investissements, d'accélérer le développement social et de renforcer la cohésion régionale. Deuxièmement, les États membres devraient respecter davantage leurs engagements notamment les critères de convergence macroéconomique et l'harmonisation des politiques dans le but d'accélérer l'intégration régionale, d'intensifier l'interdépendance mutuellement bénéfique, et d'enraciner la stabilité macroéconomique nécessaire pour l'investissement et l'épargne, et de promouvoir la création d'emplois et la diversification économique. Enfin, les États membres devraient faire face à l'insécurité alimentaire persistante par (i) la fourniture du système d'alerte précoce et le système de gestion des catastrophes

ou des risques contre les intempéries ou autres catastrophes naturelles, et (ii) l'investissement dans la modernisation et le secteur agricole.

22 Les présentations ont été suivies de discussions intenses et fructueuses. La réunion a largement débattu des récentes évolutions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest et des principaux défis à relever, et a fait des recommandations pour accélérer la croissance en vue d'une transformation rapide de la sous-région. Les participants se sont félicités des bonnes performances macroéconomiques favorables réalisées par l'ensemble des pays de la sous région. L'Afrique de l'Ouest a enregistré un taux de croissance de plus de 6% dans un contexte international encore très hostile. Cependant, les participants sont restés fortement préoccupés par les faiblesses structurelles de la sous région notamment, une trop forte dépendance des matières premières pour les exportations et des conditions climatiques. A cela s'ajoutent également les crises sociopolitiques découlant des déficits en matière de bonne gouvernance dans bon nombre de pays de la sous région, instaurant un environnement sécuritaire préoccupant.

23 Pour le volet social, une attention particulière a été portée à la situation du marché de l'emploi en Afrique de l'Ouest dominé par le chômage des jeunes. Pour résoudre ce problème les participants ont surtout insisté sur l'importance d'inscrire l'emploi au cœur de toutes les stratégies de développement. Ils ont également insisté sur l'importance d'élargir la formation professionnelle dans le souci de l'adapter aux besoins du marché de l'emploi et en vue d'accroître l'employabilité de la population active. Pour mieux s'approprier de leurs politiques publiques, les participants ont souhaité la création d'une base de données commune au niveau de la sous région et ont demandé aux Communautés économiques sous régionales, à la CEA et aux Etats membres de travailler ensemble pour atteindre cet objectif.

24. A la suite des débats, les participants ont largement pris acte des recommandations clés du rapport. Ils se sont félicités de la qualité des politiques économiques conduites dans la sous région, permettant ainsi à tous les pays de réaliser de bonnes performances. Ils se sont préoccupés des conflits dans la région du Sahel, l'insécurité et des troubles sociaux dans un certain nombre de pays. Ils ont également noté que la sous-région est sujette aux catastrophes naturelles dont certaines sont induites par le changement climatique. Sur cette base, ils se sont félicités de l'opportunité du thème de la réunion sur la croissance inclusive verte en vue de l'atténuation des effets du changement climatique.

25. Les participants ont déploré le fait que malgré la forte croissance économique, le chômage a réellement augmenté. La baisse drastique des investissements en faveur du secteur agricole conjuguée à la sécheresse et parfois les inondations a réduit la capacité d'absorption de la main-d'œuvre du secteur agricole, alors que la faible demande extérieure a affaibli le secteur de la manufacture entraînant des pertes d'emplois. Ils ont noté que ces évolutions sont intervenues à un moment où la demande d'emplois chez les jeunes et les femmes est devenue pressante. Cette cohorte de demandeurs d'emploi présente un risque de troubles sociaux que l'inégalité des revenus et la pauvreté peuvent aggraver.

26. Les participants ont approuvé les principales recommandations du rapport. Ils y ont ajouté les cinq suivantes:

- Les pays ouest africains devraient accorder la priorité à la création d'emplois dans le cadre de leurs efforts de lutte contre l'élimination de la pauvreté. Le succès de tels efforts aidera également à renforcer la stabilité sociale, qui va participer à la restauration d'un environnement propice à l'investissement du secteur privé et stimuler la croissance économique ;

- La CEA devra entreprendre des études sur le secteur de l'énergie et renforcer la recherche sociale et environnementale ;
- Les participants ont exprimé leur préoccupation concernant les mécanismes de suivi et évaluation sur la mise en œuvre des recommandations ;
- Les participants ont souligné la nécessité que la croissance économique se concrétise par la création d'emplois et la réduction de la pauvreté ;
- Les participants ont souligné le besoin de créer une base de données commune pour la sous-région et ont demandé aux CER, à la CEA et aux Etats Membres de travailler ensemble pour atteindre cet objectif

### **Rapport sur le thème de la réunion: croissance Inclusive verte pour une Afrique de l'Ouest qui progresse (point 4.c de l'ordre du jour)**

27. Pour les besoins du panel, le Bureau a élaboré le rapport (ECA-WA/CE.16/2013/05) qui a mis en perspective l'économie verte comme l'un des moyens de développer durablement la sous-région tout en participant à l'effort global de lutte contre le changement climatique. Un groupe d'experts a été convié autour de la vice-présidente élue du CIE 16, Mme Marie M. Jalloh, vice-ministre de l'agriculture, de la foresterie et de la sécurité alimentaire de Sierra Leone pour approfondir la réflexion. Le panel était composé de la CEA/BSR-AO, du professeur Moussa Seck président du Consortium panafricain de l'agrobusiness et de l'agro-industrie, de Dr Henry Mathieu Lo professeur à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, et de Dr Alain Serges Kouadio Directeur de l'économie verte et de la responsabilité sociale au Ministère de l'environnement et du développement durable de Côte d'Ivoire.

**28. La présentation de la CEA/BSR-AO** a consisté à exposer aux participants la synthèse des discussions et recommandations issues de la réunion Ad hoc de groupe d'experts sur l'économie verte, organisée du 14 au 15 mars 2013, en prélude aux travaux du CIE 16. Le présentateur a indiqué que les principaux thèmes de discussions au cours de cette réunion étaient entre autres : (i) le concept et le contexte de l'économie verte, notamment les derniers développements et initiatives régionaux et mondiaux y relatifs, y compris la Déclaration de Rio+20 ; (ii) le rapport de l'étude sur le «Renforcement des capacités des États de l'Afrique de l'Ouest sur l'économie verte en vue d'atténuer les effets du changement climatique»; (iii) les expériences des communautés économiques régionales et des organisations intergouvernementales (OIG) en matière de promotion de l'économie verte; (iv) les expériences de bonnes pratiques en matière de promotion de l'économie verte par quelques États membres, notamment la Sierra Leone, le Liberia, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali et le Niger. Pour terminer, le présentateur a mis l'accent sur la proposition faite par les experts de soumettre les recommandations de cette réunion ad hoc d'experts à la Commission de la CEDEAO pour examen et adoption par les organes de décision compétents.

29. L'intervention qui a suivi était celle du **professeur Moussa Seck**, sur « les enjeux agricoles face aux contraintes nées du changement climatique». Dans sa présentation très élaborée, l'intervenant a montré que la position géographique de l'Afrique lui donne la chance que n'ont pas les autres continents en matière de potentialités agricoles. En effet, le continent s'étend presque équitablement de part et d'autre de l'équateur, du parallèle 40 Nord au parallèle 40 Sud, ce qui lui donne l'incroyable possibilité de produire alternativement dans chacune de ses deux moitiés, toutes sortes de produits agricoles qu'on retrouve ailleurs dans le monde selon les saisons (saisons sèches et pluvieuses dans ses parties tropicales, et les quatre saisons été, automne, hiver et printemps dans ses parties tempérées). L'orateur a montré que l'Afrique représente l'espoir du monde en matière de sécurité alimentaire, car disposant de 200 millions d'ha de terres cultivables dont seulement 6,6% sont mises en valeur contre 11,9% en Amérique et 17,6% en Asie. De même, sur son potentiel actuel de 13 millions d'ha irrigables, l'Afrique n'utilise que 6% contre 11% en Amérique et 34% en Asie.

30. Le Professeur Moussa Seck a souligné que ces potentialités, si elles sont judicieusement exploitées, permettraient à l'Afrique de devenir le grenier du monde, d'accroître ses richesses et de sortir de la pauvreté, tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique. L'Afrique contribuerait ainsi pleinement à l'économie verte au sens de la Déclaration de Rio+20. Mais pour y parvenir, l'Afrique a besoin de transformer et moderniser profondément son agriculture à travers deux révolutions : (i) investir lourdement dans les technologies et la recherche agricoles pour améliorer la productivité du travail agricole et les rendements afin d'évoluer vers l'agriculture moderne; (ii) développer l'agro-industrie et l'agrobusiness à travers l'implication massive du secteur privé, en accordant la priorité aux cultures maraichères et fruitières, qui selon lui, supplanteront la demande de céréales dans les décennies à venir. A propos du changement climatique, l'orateur a affirmé que l'agriculture produit certes du carbone lors des défrichages et de la coupe de bois de chauffe entre autres, mais peut aussi être un puits de carbone si des haies vives sont plantées autour des parcelles cultivées, ou si les sous-produits de l'agriculture sont réutilisés pour la production de l'énergie verte par exemple. Il a conclu en soulignant que le potentiel agricole de l'Afrique est une source d'optimisme pour l'avenir du continent.

31. Prenant la parole à son tour, **Dr Henry Mathieu Lo** a fait un exposé sur l'économie verte et la création d'emplois. Il a relevé que la transition vers une économie verte, comme le suggèrent les conclusions de Rio+20, semble être une véritable opportunité à saisir pour répondre aux défis environnementaux de l'heure (changements climatiques, désertification, érosion de la biodiversité, etc.), mais aussi à une préoccupation de plus en plus pressante des gouvernements quels qu'ils soient, à savoir la lutte contre le chômage et le sous-emploi. Il a tenu cependant à réaffirmer le contexte de développement durable et de lutte contre la pauvreté dans lequel émerge cette notion d'économie verte, contexte qu'il faut bien analyser afin d'explorer les meilleures pistes pour en tirer les bénéfices potentiels.

32. Dr Henry Mathieu Lo a d'abord fait le constat que dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest l'économie est très liée aux ressources naturelles, ce qui fait que la question de l'économie verte et des emplois verts que l'on est supposé promouvoir pour un développement durable devient un enjeu majeur. L'orateur a alors posé deux postulats de base : le premier c'est l'urgence de créer des richesses pour réduire la pauvreté, ce qui passe indispensablement par la création d'emplois durables ; le second, c'est la nécessité de découpler la croissance économique et la dégradation de l'environnement.

33. Pour illustrer ces postulats, il s'est appuyé sur une étude montrant les nombreux secteurs « classiques » de l'économie offrant déjà un potentiel de métiers dits verts dans la sous-région. Cette étude réalisée au Sénégal par le BIT, en collaboration avec le PNUD et ENDA, définit les emplois verts comme « les emplois résultant des actions d'adaptation et des efforts d'atténuation du effets du changement et de la variabilité climatiques ; mais également l'ensemble des emplois issus de toutes activités économiques avec une forte prise en compte de la dimension environnementale à chaque étape du système de production et de consommation ». L'étude explore les potentialités d'emplois verts que recèlent les différentes filières et/ou chaînes de valeurs qui sont à la base du développement des pays ouest africains. Parmi celles-ci il y a l'énergie bien sûr, mais aussi l'agriculture, la foresterie, la construction, et bien d'autres.

34. Toutefois, Dr Henry Mathieu Lo a souligné que l'étude met également l'accent sur la nécessité de mettre en place un cadre habilitant de développement de l'économie verte en général et de l'emploi vert en particulier. Ce cadre passe entre autres par le développement du capital infrastructurel et humain, une mutation profonde des mentalités mais aussi par des dispositifs législatif et institutionnel, la valorisation des connaissances et des ressources locales, et la prise en compte des questions socioculturelles et d'acceptabilité sociale de certains projets dans un contexte de promotion de l'économie verte.



**35. Dr Alain Serges Kouadio** a axé sa présentation sur l'expérience de la Côte d'Ivoire en matière d'économie verte. Dans cette présentation, il indique que les pouvoirs publics ivoiriens estiment que l'économie verte peut être un moyen d'atteindre efficacement le développement durable et d'éradiquer la pauvreté. C'est pourquoi ils ont enclenché le processus de transition du pays vers ce type d'économie en accord avec la Déclaration de Rio+20. C'est dans cette perspective qu'une « étude nationale sur l'économie verte » est en cours, laquelle a pour objectifs : (i) d'identifier les opportunités offertes par l'économie verte, (ii) d'identifier les atouts et les entraves au développement d'une économie verte et ; (iii) de définir une feuille de route pour le déploiement de l'économie verte en Côte d'Ivoire. Parallèlement, des mesures d'accompagnement seront mises en place, à savoir : l'adaptation du cadre institutionnel et réglementaire, le développement des filières aptes à stimuler le verdissement des secteurs économiques, la définition de nouveaux mécanismes de financement y compris la fiscalité verte, l'investissement dans le renforcement des capacités, la formation, l'éducation et la recherche scientifique. En outre, le projet est développé de manière inclusive, dans le souci d'une participation de toutes les couches sociales.

36. Dr Alain Serges Kouadio a expliqué qu'outre « l'étude nationale sur l'économie verte » et la feuille de route pour sa mise en œuvre, la vision du pays comporte à court terme les actions ci-après : (i) développement de la stratégie nationale d'économie verte ; (ii) identification et accompagnement des acteurs ayant des projets pilotes en matière d'économie verte ; (iii) définition d'un catalogue de bonnes pratiques et ; (iv) définition d'indicateurs de développement durable et de croissance verte. A moyen et long termes, le pays devra : (i) disposer d'un cadre institutionnel et réglementaire attractif pour les investissements « verts » ; (ii) développer un cadre de partenariat public-privé et renforcer la coopération Sud-Sud et Nord-Sud dans ce domaine ; (iii) mettre en place une Plateforme Nationale sur l'Économie Verte ; (iv) développer des Communautés de pratique locale ; (v) mettre en place l'observatoire nationale et un cadre de suivi-évaluation dans ce domaine et ; (vi) mettre en place un cadre de la comptabilité nationale verte.

37. Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont procédé à un partage fructueux d'échange d'expériences réussies en matière de mise en œuvre de stratégies basées sur l'économie verte. Le débat a contribué au renforcement de la base de connaissances sur la croissance verte mais aussi a permis de donner des indications simples et opérationnelles pour l'intégration de l'approche dans les stratégies et politiques publiques. Ils ont cependant noté un défi majeur, à savoir, mettre en place pour la sous-région, des stratégies réalistes, aptes à créer des emplois, accroître les revenus, augmenter la valeur des produits agricoles, ouvrir des perspectives économiques aux catégories vulnérables et générer des recettes qui permettent aux gouvernements d'investir efficacement dans le développement.

38. Les représentants des Organisations de la société civile ont exprimé la nécessité de voir renforcer leur implication et leur participation au traitement des questions liées à l'économie verte, y compris la sensibilisation au concept et à l'utilité de l'économie verte. Pour accroître l'emploi dans l'économie verte, les participants ont suggéré la nécessité d'explorer des emplois verts dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie, de l'agriculture, de la construction et des services. En vue d'une production agricole accrue, les participants ont suggéré l'utilisation de l'irrigation et en évitant les intrants agricoles et les méthodes de modernisation qui pourraient dégrader l'environnement et réduire la productivité agricole à long terme.

39. Les participants ont exprimé la nécessité d'intégrer la comptabilité environnementale dans les comptes nationaux, afin de prendre en compte les coûts et les avantages pour l'environnement dans l'activité économique, et aussi stimuler la responsabilité environnementale. À cet égard, les participants ont demandé à la CEDEAO, à la CEA et aux partenaires au développement d'aider au renforcement des capacités de collecte de données sur l'économie verte.

**Rapport sur les progrès dans la mise en œuvre des agendas régionaux et internationaux avec un accent sur l'accès à l'éducation et les défis en Afrique de l'Ouest (point 4.d de l'ordre du jour).**

40. Le rapport sur l'état d'avancement des Objectifs du Millénaire pour le Développement et d'autres Programmes Régionaux et internationaux et les initiatives spéciales en Afrique de l'Ouest (ECA-WA/ICE.16/2013/06), présenté par le Secrétariat, analyse le rôle de l'éducation dans le développement et la performance globale et la mise en œuvre dans les pays ouest-africains des agendas régionaux et internationaux, notamment les OMD, le NEPAD et, le Plan d'Action de Beijing. Sur la base des plans de développement du secteur éducatif au niveau national, l'analyse a porté sur les résultats des politiques des Etats tout en insistant sur leur rendement et capacité de rétention. Il a été examiné l'évolution des opportunités offertes par les pays tant pour les garçons que pour les filles à suivre un enseignement primaire, secondaire, et l'enseignement supérieur et professionnel. ,

41 Concernant l'éducation, les experts se sont félicités de l'accent mis par les pays sur l'éducation en Afrique de l'Ouest en allant au delà des cibles de l'OMD2, dans l'optique de création de capacités pertinentes pour une transformation structurelle de leurs économies. Ils ont aussi pris connaissance des efforts en cours dans la mise en œuvre des programmes du NEPAD dans les domaines de l'agriculture et des infrastructures en Afrique de l'Ouest. Ils prirent note du niveau d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement et des engagements du Plan d'Action de Beijing dans la sous région.

42 Ils ont encouragé les Etats à harmoniser leur curricula de formation en vue de faciliter davantage la mobilité du facteur travail, ce qui constitue une dimension importante de la libre circulation des personnes dans la sous région. Ils ont aussi proposé de relever fortement la part de l'enseignement technique et professionnel dans les effectifs scolaires actuels. Aussi ont-ils souhaité la poursuite des efforts et l'accélération des performances du système éducatif en mettant l'accent sur la formation technique et professionnelle en vue de renforcer l'éradication de la pauvreté. Les participants ont surtout insisté sur la nécessité pour les Etats de poursuivre les efforts de transformation structurelle de leurs économies notamment en donnant une forte priorité au secteur agricole. Ils ont demandé aux Etats membres et aux Communautés régionales et aux Organisations intergouvernementales d'approfondir l'intégration de la sous région en respectant pleinement tous leurs engagements dans ce domaine et en renforçant l'harmonisation de leurs politiques macroéconomiques et sectorielles.

43. Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont reconnu le rôle central de l'éducation dans le développement et ont mentionné les défis auxquels ils sont confrontés en matière d'infrastructures, d'insuffisance du financement, de manque des salles de classe, de matériel didactique, de pénurie d'enseignants de qualité et de faiblesse de la formation technique et professionnelle. Dans la plupart des pays, l'accès à l'éducation est lié au niveau socio-économique des familles car l'envoi des enfants à l'école prive les parents d'assistance dans l'amélioration de leur condition de vie quotidienne. Les participants ont en outre confirmé la prévalence de la corruption dans le système éducatif, ce qui occasionne de mauvaises pratiques aux examens compromettant ainsi la qualité de l'éducation. Les pays sortant de conflit ont déclaré que la destruction des installations, la fermeture des écoles, la migration des enseignants et l'arrêt de tout le système ont causé un grand problème à l'éducation et la faible scolarisation.

44. Les participants ont recommandé que les États membres prennent les mesures suivantes:

- É Mettre en œuvre les engagements au niveau national en matière d'accès à l'éducation ;
- É Améliorer l'utilisation efficace la traçabilité des financements externes de l'éducation ;

- É Renforcer le rôle du secteur privé dans le financement des programmes éducatifs et des infrastructures ;
- É Collaborer étroitement avec les institutions régionales et internationales travaillant dans le domaine de l'éducation ;
- É Concevoir des mécanismes d'incitation pour encourager les établissements d'enseignement les plus performants et leurs ressources humaines.

### **Rapport sur les nouvelles initiatives de la CEA (point 5 de l'ordre du jour)**

45 Le Secrétariat a présenté les principales activités de la CEA en soulignant le processus de restructuration en cours afin de mieux aligner les programmes continentaux de la CEA avec le programme de transformation de l'Afrique.

46 Le Secrétariat a fait une présentation sur les réflexions en cours concernant le programme de développement de l'Afrique pour l'après 2015 en soulignant que les consultations sont en cours pour une position commune africaine.

47 Suite aux présentations, les participants ont demandé plus de détails sur les sources d'informations sur le processus consultatif du programme. Il leur a été indiqué le site web des Nations Unies dénommé «l'avenir que nous voulons» ([www.uncsd2012.org](http://www.uncsd2012.org)) et celui de la CEA ([www.uneca.org](http://www.uneca.org)).

### **Examen et adoption du rapport et des recommandations de la réunion (point 6 de l'ordre du jour)**

48. Le rapport des relevés de conclusions et recommandations soumis par le rapporteur a été discuté et adopté.

### **Divers (point 7 de l'ordre du jour)**

49. Aucune question diverse n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour

### **Date et lieu de la prochaine réunion du CIE (point 6 de l'ordre du jour)**

50. Pour la tenue de la prochaine réunion, le Bureau sera en rapport avec certains pays comme la Gambie et le Libéria pour une éventuelle rencontre dans ces pays. Des lettres pourront le cas échéant être envoyées à d'autres pays membres à cette fin.

### **Motion de remerciement (point 9 de l'ordre du jour)**

51 Une déléguée de la République du Niger a lu la motion de remerciement que les participants ont formulée à l'endroit du Président de la République du Gouvernement et du peuple ivoirien, pour l'accueil chaleureux et la bonne organisation de la rencontre à Abidjan. L'assistance l'a accueillie avec acclamation.

### **Cérémonie de clôture** (point 10 de l'ordre du jour)

52 La cérémonie de clôture a été présidée, au nom du Ministre d'Etat empêché, par Monsieur Tohougbe Yehouan Anatole, Conseiller technique du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement, et Président de la seizième session du Comité intergouvernemental d'Expert (CIE), en présence du Chargé de bureau de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, Bureau de l'Afrique de l'Ouest.

53 Le Chargé de Bureau Monsieur Aboubacry Lom et le Conseiller technique Monsieur Tohougbe ont prononcé des allocutions de clôture.

54 Monsieur Lom a remercié le gouvernement et le peuple ivoiriens pour avoir accueilli la réunion et pour l'avoir organisée dans d'excellentes conditions. Il a félicité les participants pour leurs contributions de qualité qui a permis de renforcer la base de connaissances sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Il a noté l'importance accordée à la fois par les Etats et par les Communautés économiques de la sous-région à l'économie verte et aux besoins de renforcement de capacités pour l'intégration de cette approche dans les stratégies de développement. Il a mis l'accent sur de la nécessité d'appuyer la CEDEAO pour la mise en place d'un mécanisme de suivi au niveau sous régional. Il a aussi remercié les interprètes, les hôtes, le personnel de l'hôtel Novotel Abidjan et tous ceux qui ont contribué au succès de la rencontre.

55 Monsieur Tohougbe, président du seizième CIE et Conseiller Technique du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement, a remercié les participant d'être venus nombreux assister et contribuer à la réflexion. Après avoir fait un bref historique du processus qui a abouti à la tenue de la réunion à Abidjan, il a exprimé sa profonde gratitude au Bureau sous régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des nations unies pour l'Afrique pour la qualité des rapports. Il a ensuite déclarée close la seizième session du Comité intergouvernemental des experts (CIE) du Bureau de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest.

## Annexe : Liste des Participants

### **Etats Membres**

#### **Burkina Faso**

1. BOTONI Edwige  
Expert en Gestion des Ressources Naturelles  
Ministère de l'Agriculture  
Tel: +226 50 49 96 00  
Ouagadougou  
Email: [Edwige.botoni@cilss.bf](mailto:Edwige.botoni@cilss.bf)

2. SAWADOGO Yacouba  
Chef de service chargé d'Études  
Ministère de l'Économie et des Finances  
Tel : +226 78 28 20 23  
Ouagadougou  
Email : [Yacouba\\_sawadogo@yahoo.fr](mailto:Yacouba_sawadogo@yahoo.fr)

#### **Côte d'Ivoire**

3. TOHOUGBE Yebouan Anatole  
Conseiller du Ministre, Ministère d'État, Ministère du Plan et du Développement  
Tel : +225 20 20 08 87  
Abidjan  
Email : [groupefisera@yahoo.fr](mailto:groupefisera@yahoo.fr)

4. MAHOUAGBEU Alina Epse OUATTARA  
Chef Adjoint CCS, Ministère du Plan  
Tel : +225 01 74 16 15  
Abidjan  
Email : [g\\_alinam@yahoo.fr](mailto:g_alinam@yahoo.fr)

5. Dr KOUADIO Alain Serges  
Directeur de l'Économie Verte et de la RSE  
Ministère de l'Environnement et du Développement  
Tel: +225 08 88 22 69/02 10 23 58  
Abidjan  
Email: [kouadioal@hotmail.com](mailto:kouadioal@hotmail.com)

6. GALA N'Guessan Celestin  
Chef de service Ministère de l'Agriculture  
Tel : +225 20 21 85 26 /05 61 62 26  
Abidjan  
Email: [galacelestin@yahoo.fr](mailto:galacelestin@yahoo.fr)

7. LOUKOU Kofi Jules  
Président de CDD de CSCI  
Tel : +225 05 46 07 71/03 12 33 95  
Abidjan  
Email: [loukoujules@yahoo.fr](mailto:loukoujules@yahoo.fr)

8. GUEU Gaston  
Conseiller Technique  
Ministère d'État, Ministère du Plan et du Développement  
Tel : +225 20 20 09 74/07 10 85 13  
Abidjan  
Email : [gueug@yahoo.fr](mailto:gueug@yahoo.fr)

9. KOUAME Sebastien  
S/Directeur AR Ministère de l'Agriculture  
Tel : +225 06 17 78 53  
Abidjan  
Email: [sebastienkouame@ymail.com](mailto:sebastienkouame@ymail.com)

10. SARR Blandine  
Conseiller Technique, Ministère du Plan Côte d'Ivoire  
Tel: +225 07 59 20 25/42 59 72 00  
Abidjan  
Email: [Dina-sarr@yahoo.fr](mailto:Dina-sarr@yahoo.fr)

11. SEGUY Mathieu N'Guessan  
DG Aménagement du Territoire  
Tel : +225 07 45 23 73  
Abidjan  
Email : [nguessanseguymathieu@yahoo.fr](mailto:nguessanseguymathieu@yahoo.fr)

12. BOTI-DOUAYOUA Rachel  
Coordonateur MDP  
Agence Nationale de l'Environnement CI  
Tel : +225 22 43 23 10  
Abidjan  
Email : [rbdouayoua@gmail.com](mailto:rbdouayoua@gmail.com)

13. KONE Matogoma  
Conseiller Techn. Aff. Sociales  
Ministère du Transport CI  
Tel : +225 02 02 63 63  
Abidjan  
Email: [mamaseguelom@yahoo.fr](mailto:mamaseguelom@yahoo.fr)

14. SEBE Kane  
Directeur Informatique Ministère du Plan CI  
Tel : +225 09 09 61 77  
Abidjan  
Email: [Sebekane71@yahoo.fr](mailto:Sebekane71@yahoo.fr)

15. MBOUA Clara Epse TRA BI  
Comité d'Organisation  
Tel : +225 07 64 15 04  
Abidjan  
Email: [claratrabi@yahoo.fr](mailto:claratrabi@yahoo.fr)

16. GUE Emmanuel  
Chargé d'Études Ministère du Plan CI  
Tel : +225 08 97 63 47  
Abidjan  
Email: [Gueemmanuel9@yahoo.fr](mailto:Gueemmanuel9@yahoo.fr)

17. ARAFAN Haidara  
Directeur du Reboisement et du Cadastre Forestier  
Ministère des Eaux et Forêt de Côte d'Ivoire  
Tel : +225 01 06 61 75/ 42 11 81 64  
Abidjan  
Email : [arafanhaidara@yahoo.fr](mailto:arafanhaidara@yahoo.fr)

18. GUEDE Guélé Damienne  
Secrétaire (Comité d'Organisation)  
Tel : +225 07 53 81 83  
Abidjan  
Email : [damiennegud@yahoo.fr](mailto:damiennegud@yahoo.fr)

19. ABOUT Gustave  
D.G Développement, Ministère de l'Environnement  
Abidjan  
Email : [aboouagustave@gmail.com](mailto:aboouagustave@gmail.com)

20. OUALOU Kollou  
Conseiller Technique Ministère des Eaux et Forêt  
Tel : +225 07 58 40 84  
Abidjan  
Email : [oualoukollou@gmail.com](mailto:oualoukollou@gmail.com)

21. SORO Bintou  
Assistante, Ministère du plan et du Développement  
(Côte d'Ivoire)  
Tel : +225 47 92 56 81  
Fax : +225 20 22 48 08  
Abidjan  
Email : [Djodjeme\\_foundjinguin@yahoo.fr](mailto:Djodjeme_foundjinguin@yahoo.fr)

22. NGUESSAN Kouadio Simplicie S/D Etudes of  
Planification  
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie  
Tel : +225 20 22 20 21/ 07 90 08 13  
Abidjan  
Email : [K\\_simplice@yahoo.fr](mailto:K_simplice@yahoo.fr)

23. ZRAKPA Yadi Charles  
Informaticien, Ministère du Plan et du Développement  
Tel : +225 07 51 83 21/ 55 44 33 99  
Abidjan  
Email: [zrakpa@yahoo.fr](mailto:zrakpa@yahoo.fr)

24. SERIKPA Dago Augustin  
Représentant FIPME  
01 BP 12155 Abidjan 01  
Email: [serikpa@hotmail.com](mailto:serikpa@hotmail.com)

25. EHUI Brou  
Informaticienne, FIPME  
Tel : +225 44 07 24 12/08 85 37 42  
Abidjan  
Email : [apexivoire@gmail.com](mailto:apexivoire@gmail.com)

26. KOBLAN Alouko Narcisse  
Ingénieur chargé d'Etudes en Energies Renouvelables  
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie  
Tel: +225 20 20 61 25/07 80 35 57  
Abidjan  
Email: [Alouko\\_narcisse@yahoo.fr](mailto:Alouko_narcisse@yahoo.fr)

#### **Gambie**

27. BARRY Swaibou  
Deputy Director of Budget  
Ministry of finance and Economic Affairs  
Tel: +220 79 58 800  
Banjul  
Email: [shdca@hotmail.com](mailto:shdca@hotmail.com)

28. KHAN Amie  
Principal Economist  
Ministry of finance and Economic Affairs  
Tel: +220 7041233  
Banjul  
Email: [Khanamie5@gmail.com](mailto:Khanamie5@gmail.com)

#### **Guinée**

29. SYRADIN Olga  
Ambassadeur de Guinée  
Côte d'Ivoire  
Tel : +225 57 53 65 17  
Abidjan

30. KPOGHOMOU Niankoye  
Conseiller Principal  
Ministère de l'Agriculture  
Conakry  
Tel : +224 68 12 73 66  
Email : [kpoghmouniankoye@yahoo.fr](mailto:kpoghmouniankoye@yahoo.fr)

#### **Guinée-Bissau**

31. JANDI Issa  
Coordonateur DSRP  
Tel : +245 664 52 11  
Bissau  
Email : [Issadjandi@hotmail.com](mailto:Issadjandi@hotmail.com)

#### **Liberia**

32. MC CLAIN Charles  
Deputy Minister  
Minister of Agriculture  
Monrovia  
Tel: +231 886 874 343  
Email: [worjoloh@gmail.com](mailto:worjoloh@gmail.com)

33. KARNEY Morris M.  
Chief of mission  
Tel: ++ 231 66 57 00 04  
Monrovia  
Email: [Garmodeh49@yahoo.com](mailto:Garmodeh49@yahoo.com)

#### **Mali**

34. MAIGA Agalyou A.  
Chef Département Environnement et Dev/AEDD  
Bamako  
Tel : +223 76 42 70 18/+223 60 76 25 92  
Email : [maigaagalyoualkassoum@yahoo.fr](mailto:maigaagalyoualkassoum@yahoo.fr)

35. DIALLO Seydoumanou  
Conseiller Technique, Ministère de l'Agriculture  
Tel : +223 665 447 69  
Bamako  
Email : [Snr diallo42@yahoo.fr](mailto:Snr diallo42@yahoo.fr)

36. DOUKOURE née SYLLA Dougoubarka  
Chargé de mission  
Ministère de l'économie et des finances  
Tel : +223 20 23 16 54  
Bamako  
Email : [mmedouc@yahoo.fr](mailto:mmedouc@yahoo.fr)

## **Niger**

37. MOUSSA née SIDDO Mariama  
Directrice de l'intégration Régionale  
Tel : +227 93 92 28 63  
Niamey  
Email : [Siddo\\_mariama@yahoo.fr](mailto:Siddo_mariama@yahoo.fr)

38. Djibo Ibrahim  
Chef de Division , Ministère du Plan  
Niamey  
Tel: +227 96 96 34 8/+227 20 72 32 58  
Email: [djibrah@yahoo.fr](mailto:djibrah@yahoo.fr)

## **Sénégal**

39. DIA Mohamadou Lamine  
Conseiller technique du ministre de l'Agriculture  
Tel : +221 58 90 90 17/ +221 77 543 81 21  
Dakar  
Email : [Mlad63@hotmail.com](mailto:Mlad63@hotmail.com)

40. DIAKHABY Sekhou  
Directeur Planification/MEF  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Tel : +221 77 65 13 369/221 33 82 14 437  
Dakar  
Email : [Diafa2000@hotmail.com](mailto:Diafa2000@hotmail.com)

## **Sierra Leone**

41. KOROMA Joseph Seisay  
Director Ministry of Agriculture  
Tel: +232 76 660 191  
Freetown  
Email: [jopaygie@yahoo.fr](mailto:jopaygie@yahoo.fr)

42. WARRTTAY Mohamed Kay  
Deputy Director  
Ministry of Finance and Economic S. Leone  
Tel: +232 76 658 1117  
Freetown  
Email: [Mkaywarritay6@yahoo.com](mailto:Mkaywarritay6@yahoo.com)

43. JALLOH Marie Marilyn  
Hon. Minister of Agriculture  
Freetown  
Tel : +23276656135  
Email : [Marilynjalloh@gmail.com](mailto:Marilynjalloh@gmail.com)

## **Togo**

44. BOKOUI Kossi Mawuena  
Inspecteur du Trésor chargé d'Etudes  
Ministère de l'Economie  
Tel : +228 90 14 88 28/+228 22 21 02 50  
Lome  
Email : [bkmawuena@yahoo.fr](mailto:bkmawuena@yahoo.fr)

45. NUKUNU Koffi Mensan  
Economiste  
Lome  
Tel : +228 99 58 25 58  
Email : [Nukof77@yahoo.fr](mailto:Nukof77@yahoo.fr)

## **Organisations Intergouvernementales**

46. AJAERO Christopher Uchay  
P.O Statistics , ECOWAS Commission  
Abuja, Nigeria  
Email: [Chris-glory@yahoo.com](mailto:Chris-glory@yahoo.com)

47. AGOSSA Ogowa Laurent  
Chef Division SPM-RII  
UEMOA Commission  
Tél. : +226 50 31 88 73 à 76  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Email : [lagos@uemoa.int](mailto:lagos@uemoa.int)

48. BOTONI Edwige  
Expert GRN, CILSSS  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel: +226 504 996 00  
Email: [Edwige.botoni@cilss.bf](mailto:Edwige.botoni@cilss.bf)

49. ATAYI AGBOBLY Ayih  
Chargé de l'Environnement  
UEMOA Commission  
Tél. : +226 50 31 88 73 à 76  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Email : [aagbobly@uemoa.int](mailto:aagbobly@uemoa.int)

50. Dr ADELEGAN Joseph  
Chef de Division UEDD  
BIDC Lome, Togo  
Tel : +228 22 23 0328  
Email : [Dr.joseph.adelegan@gmail.com](mailto:Dr.joseph.adelegan@gmail.com)

51. NGAMPANA Roland Frédéric  
Expert chargé des Statistiques d'Entreprise  
AFRISTAT, Bamako, Mali  
Tel : (+223) 76 17 68 38  
Email : [Roland.ngampana@afristat.org](mailto:Roland.ngampana@afristat.org)

52. SANOGO Moumouni  
Chef de service Environnement Et de la Pêche  
Autorité de Développement Intégré Région du Liptako-  
Gourma, ALG  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel : +226 50 30 61 49  
Email: [moumounisanogo@yahoo.fr](mailto:moumounisanogo@yahoo.fr)

53. MBAIGUEDEM Miambaye  
Expert Climatologue  
ACMAD Niamey, Niger  
Tel: +227 94 15 08 32  
Email: [gmbaignedem@yahoo.fr](mailto:gmbaignedem@yahoo.fr)

54. MORIBAH Simeon  
Deputy Secretary General  
Mano River Union, MRU  
Freetown, Sierra Leone  
Tel: +232 76 82 27 40  
Email: [momohena@yahoo.com](mailto:momohena@yahoo.com)

55. SISSOHO Momodou  
Principal Economist  
West African Monetary Institute, WAMI  
Tel: +223 20 87 68 056  
Accra, Ghana  
Email: [msissoho@wami-imao.org](mailto:msissoho@wami-imao.org)

56. DIA Andalla  
Principal Economist  
West African Monetary Agency , WAMA  
Tel: +232 33 88 66 02  
Freetown, Sierra Leone  
Email: [andalladia@hotmail.com](mailto:andalladia@hotmail.com)

57. FALL Aminata  
Assistante de Projet  
CEDEAO/ ECREEE  
Tel: + 238 26 04 630  
Praia, Cape Verde  
Email: [afall@ecreee.org](mailto:afall@ecreee.org)

#### **UN Organisation**

58. Luc Grégoire  
Directeur Pays PNUD  
Tél: +225 20 31 74 10  
Email: [luc.gregoire@undp.org](mailto:luc.gregoire@undp.org)  
Abidjan, Côte d'Ivoire

59. TAOKO Adama  
Policy consultant  
FAO  
Tel:+233 265 083 422  
Email : [Adama.taoko@fao.org](mailto:Adama.taoko@fao.org)  
Abidjan, Côte d'Ivoire

#### **Consultants**

60. SARR Secou  
Directeur ENDA-Energie  
Tel : +221 33 822 24 96  
Dakar, Senegal  
Email : [Secousarr@endatiersmonde.org](mailto:Secousarr@endatiersmonde.org)

61. Emebet MULUGETA  
Associate Professor  
Addis Abeba University  
Tel:+251 91 122 0443  
Addis Abeba, Ethiopia  
Email: [Emebet-mulugeta@yahoo.com](mailto:Emebet-mulugeta@yahoo.com)

62. ADENIKINJU Adeola  
Professeur  
Lagos, Nigeria  
Tel :+234 80535 27 260  
Email : [adeolaadenikinju@yahoo.com](mailto:adeolaadenikinju@yahoo.com)

63. Dr HENRI Mathieu Lo  
Enseignant Chercheur Université Cheikh Anta Diop  
(Dakar, Sénégal)  
Tel : 221 77 64 45 119  
Email : [henrimathieulo02@gmail.com](mailto:henrimathieulo02@gmail.com) ,  
[lohenrimathieu@yahoo.fr](mailto:lohenrimathieu@yahoo.fr)

64. SECK Moussa  
Président PANAAC  
Tel : +221 77 61 90 259  
Dakar, Senegal  
Email : [mdialawseck@yahoo.fr](mailto:mdialawseck@yahoo.fr)

#### **Interprètes**

65. Edgard GNIDEHOUE  
Interprète  
Côte d'Ivoire  
Tel : +225 07 20 58 37  
Email : [egnidehoue@hotmail.com](mailto:egnidehoue@hotmail.com)

66. GUIGUI Georges  
Interprète  
Côte d'Ivoire  
Tel : +225 07 80 24  
Email : [guilegbro@yahoo.com](mailto:guilegbro@yahoo.com)

67. TETTEY Stephen  
Conférence interprète  
Ghana  
Tel : +223 244 37 64 69  
Email : [Niietty@gmail.com](mailto:Niietty@gmail.com)

68. Carole Moudachirou  
Interprète  
Cotonou/ Benin  
Email: [c\\_moudachirou@yahoo.com](mailto:c_moudachirou@yahoo.com)

69. Pierre Claver Ilboudo  
Interprète  
Ougadougou/ Burkina Faso  
Tel : +226 70 45 18 19  
Email : [ilboudopc@gmail.com](mailto:ilboudopc@gmail.com)

70. Tettey Stephane  
Interprète  
Accra/Ghana  
Email : [Niietty@gmail.com](mailto:Niietty@gmail.com)

71. Emmanuel Bisong Okie  
Yaoundé Cameroun  
Email : [emmaok@yahoo.co.uk](mailto:emmaok@yahoo.co.uk)

#### **UNECA**

72. Aboubacry Lom  
Director, SROWA  
Tel: + 227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email: [alom@uneca.org](mailto:alom@uneca.org)

73. Joseph ATTA-MENSAH  
Director , Addis Abeba, Ethiopia  
Tel: + 251 11 544 399  
Email: [jattamensah@uneca.org](mailto:jattamensah@uneca.org)

74. ASHEBIR Desalegn  
PMO, Addis Abeba, Ethiopia  
Tel : +251 911 40 4695  
Email : [adesalegn@uneca.org](mailto:adesalegn@uneca.org)



75. Joseph Foubmi  
Economic Affairs Officer, SROWA  
Tel: + 227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email: [fjoseph@uneca.org](mailto:fjoseph@uneca.org)

76. Mfunwa Mzwanele  
Economic Affairs Officer, SROWA  
Tel: + 227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email : [mmfunwa@uneca.org](mailto:mmfunwa@uneca.org)

77. Selamawit Abebe  
Economic Affairs Officer, SROWA  
Tel: + 227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email: [selamawitA@uneca.org](mailto:selamawitA@uneca.org)

78. Dana Palade  
Communication Officer, SROWA  
Tel : +227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email : [dpalade@uneca.org](mailto:dpalade@uneca.org)

79. AKOCHAYE DENIS Privat  
Knowledge Management Officer, SROWA  
Tel: +227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email: [pdenisakochaye@uneca.org](mailto:pdenisakochaye@uneca.org)

80. Jean-Baptiste Eken  
Administrative and Finance Officer, SROWA  
Tel: +227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email: [jbeken@uneca.org](mailto:jbeken@uneca.org)

81. Abdilkader Chefou  
Finance Assistant, SROWA  
Tel: +227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email: [achefou@uneca.org](mailto:achefou@uneca.org)

82. Balkissa Allagbada  
Staff Assistant, SROWA  
Tel: + 227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email: [abalkissa@uneca.org](mailto:abalkissa@uneca.org)

83. Kadijiatou Amadou  
Staff Assistant, SROWA  
Tel: + 227 20 72 29 61  
Niamey, Niger  
Email: [kamadou@uneca.org](mailto:kamadou@uneca.org)

84. Abou Mahamman Lawan  
Traducteur  
Email : [alawan@uneca.org](mailto:alawan@uneca.org)

85. Amadou Fall  
Traducteur  
[afall@uneca.org](mailto:afall@uneca.org)

## **Others**

86. AYEKAHO epse WALLACE Peggie  
ONG HUDAS  
Tel : +225 05 64 56 94/57 99 95 02  
Abidjan, Cote d'Ivoire  
Email : [ropegie@yahoo.fr](mailto:ropegie@yahoo.fr)

87. DIOMANDE Kouiti Stephane  
Ingénieur Télécom, Côte d'Ivoire  
Tel : +225 08 89 58 10/58 48 34 61  
Email : [dk\\_steph01@yahoo.fr](mailto:dk_steph01@yahoo.fr)

88. ISSA Siene  
Protocole, Abidjan, Cote d'Ivoire  
Tel : +225 05 65 90 83

89. EHOUAN Taï  
Chef de Service BNETD  
Tel : +225 22 48 34 61/01 32 16 04  
Abidjan, Cote d'Ivoire  
Email : [etai@bnetd.ci](mailto:etai@bnetd.ci), [tehouan@yahoo.com](mailto:tehouan@yahoo.com)

90. AKICHI Alain Roger  
Maître de Cérémonie, Côte d'Ivoire  
Tel : +225 05 79 00 28

91. OUATTARA Adama Tiedalan  
Juriste Fiscal, ONG HUDUS  
Tel : +225 05 27 98 17  
Abidjan, Cote d'Ivoire

92. SOUMAHORO Bintou  
Côte d'Ivoire (CI)  
Tel : + 225 41 63 59 17  
Email : [b.soumahoro@hotmail.com](mailto:b.soumahoro@hotmail.com)

93. DEYOUUEU Topkpa Fabrice  
Côte d'Ivoire (CI)  
Tel : +225 47 72 46 00

94. GBATHO Constant  
Côte d'Ivoire  
Tel : +225 47 29 79 32/ 45 79 30 22

95. YAO Eugène  
Journaliste, Fratmat.info  
Tel : +225 08 30 50 15/40 56 57 09  
Abidjan, Cote d'Ivoire  
Email : [Ekycis-@yahoo.fr](mailto:Ekycis-@yahoo.fr)

96. NGUESSAN Saran Eunice Blassony  
Expert, Côte d'Ivoire  
Tel : +225 67 01 86 19  
Email : [eunicesaran@yahoo.fr](mailto:eunicesaran@yahoo.fr)

97. BECKET Anne Leaticia  
Etudiante, Côte d'Ivoire  
Tel : +225 40 25 68 27/58 31 30 18  
Email : [AnneleaticiaBecket@yahoo.fr](mailto:AnneleaticiaBecket@yahoo.fr)